

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin – n°5/2026

Le chiffre à retenir

2 %

Taux de cotisation retraite supplémentaire proposé à horizon 2031 par la « commission pour la réforme des retraites », afin de financer une nouvelle composante de retraite par capitalisation.

Sommaire

Le chiffre à retenir

Actualité financière

Marchés financiers

- Constitution d'un nouveau comité sur les finances durables
- Investissement dans l'armement du fonds Kenfo

Régulation financière

- Désaccord des fédérations bancaires avec le 28^{ème} régime
- Encadrement de la vente des Turbos
- Réforme de l'IPS des banques mutualistes

Banques et assurances

- Commerzbank conteste les affirmations d'Unicredit sur l'OPE
- Le groupe japonais SMBC se développe fortement en Allemagne
- Le groupe français Rothschild intensifie son activité de gestion de fortune en Allemagne
- Bethmann HAL devient une marque du groupe néerlandaise ABN Amro
- L'Allemagne comptait 1 327 banques fin 2025 contre 1 368 fin 2024
- Résultats d'Allianz en hausse

Actualité macroéconomique

Brèves

- Chiffres du marché du travail
- La commission pour la réforme des retraites a remis ses propositions au gouvernement

Point de conjoncture

- Prévisions économiques et budgétaires annuelles
- Indicateurs conjoncturels mensuels
- Graphiques clés

Actualité financière

Marchés financiers

Constitution d'un nouveau comité sur les finances durables (*Praxisbeirat Sustainable Finance*). Le ministère fédéral des Finances, en collaboration avec le ministère fédéral de l'Environnement, met en place un [comité](#) composé de 20 experts chargés d'émettre des recommandations à destination du gouvernement visant à simplifier la réglementation appliquée à la finance durable et à mobiliser du capital privé pour financer la transformation de l'économie. Ce nouveau comité fait suite au « comité finances durables » (*Sustainable Finance-Beirat*) créé en juin 2022 (cf. BE n°12/2022) et dissout en février 2025.

Investissement dans l'armement du fonds Kenfo. La directrice du fonds de droit public chargé du financement de la gestion des déchets nucléaires (Kenfo), Anja Mikus, a annoncé qu'il investirait désormais dans des entreprises du secteur de l'armement. Jusqu'à présent, il s'interdisait d'investir dans des entreprises réalisant plus de 5 % de leur chiffre d'affaires dans ce secteur.

Régulation financière

Désaccord des fédérations bancaires avec le 28^{ème} régime. Selon la confédération bancaire allemande ([DK](#)), la proposition de la Commission européenne relative à la simplification de la procédure de liquidation des start-ups, dans le cadre de l'élaboration d'un 28^{ème} régime du droit des sociétés, n'est pas nécessaire, compte tenu du bon fonctionnement des procédures d'insolvabilité dans les États membres. En outre, cette proposition ne prendrait pas suffisamment en considération les intérêts des créanciers.

Encadrement de la vente des Turbos. Depuis le 16 juin, la [BaFin](#) exige, lors de la vente d'un produit financier de type Turbo (produit avec effet de levier démultipliant la variation positive ou négative du sous-jacent), que l'investisseur soit averti automatiquement du caractère risqué du produit et réalise un test sur ses connaissances du produit. Elle interdit, par ailleurs, que l'intermédiaire propose une prime ou toute autre forme d'incitation pour l'achat ou la vente de Turbos.

Réforme de l'IPS des banques mutualistes. Les représentants des membres des banques mutualistes ont adopté, le 10 juin dernier, la [modification](#) du fonctionnement de leur système de protection institutionnel (*IPS*) en vue de prévenir de nouveaux sauvetages coûteux (cf. BE n°5 et 9/2025) : l'organe de soutien et de contrôle verra ses droits d'intervention dans les établissements de crédit renforcés, un relèvement des cotisations à l'*IPS* sera également possible, notamment en cas de manquement aux

obligations de diligence par un établissement de crédit, les commissions régionales de redressement seront supprimées afin d'accélérer la prise de décision par le directoire fédéral des banques mutualistes (BVR) et la procédure d'exclusion d'une banque sera réduite de 6 à 3 mois.

Banques et assurances

Commerzbank conteste les affirmations d'Unicredit sur l'OPE. Le 19 juin, [Unicredit](#) a annoncé que l'offre publique d'échanges (OPE) avait été acceptée par 12,51 % des actionnaires de Commerzbank et prolongée jusqu'au 3 juillet (cf. Berlin Eco n°4/2026) et que sa part dans Commerzbank atteignait 42,5 % (26,77 % d'actions effectivement détenues, 12,51 % d'apport de l'OPE et 3,22 % d'autres instruments financiers lui donnant le droit d'exiger la livraison physique des actions correspondantes). Le PDG d'Unicredit, Andrea Orcel, a déclaré, lors d'une [conférence](#), que le succès de l'offre auprès des investisseurs prouvait l'adéquation des termes de l'échange. [Commerzbank](#) a néanmoins indiqué que le soutien provenait essentiellement d'[établissements financiers](#) liés à Unicredit par des opérations de dérivés. Après une plainte contre X pour suspicion de manipulation des marchés déposée par les représentants du personnel de Commerzbank, le syndicat Ver.di aurait écrit au président de la BaFin pour lui demander de faire la lumière sur les affirmations d'Unicredit.

Le groupe japonais SMBC se développe fortement en Allemagne. SMBC Bank EU AG, la filiale allemande de la banque japonaise Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), devrait désormais être supervisée par la BCE, ses actifs dépassant très vraisemblablement 30 Md€. C'est à la suite du Brexit que la banque, dont l'activité en Allemagne se concentre sur les entreprises et les clients institutionnels, a commencé à rayonner en Europe à partir de Francfort.

Le groupe français Rothschild intensifie son activité de gestion de fortune en Allemagne. La banque privée hambourgeoise Warburg a cédé à [Rothschild](#) & Co sa filiale Marcard, Stein & Co pour un montant non communiqué. Rothschild, déjà active en Allemagne dans le domaine de la gestion de fortune, acquiert ainsi une licence bancaire allemande.

Bethmann HAL devient une marque du groupe néerlandaise ABN Amro. La banque privée Hauck Aufhäuser Lampe, dont il avait été convenu lors de son acquisition en 2024 par ABN Amro qu'elle conserverait son statut de société anonyme, sera finalement fusionnée à la succursale [ABN Amro Allemagne](#). Celle-ci opérera en Allemagne sous deux marques : Bethmann HAL pour la gestion du patrimoine, Bethmann étant une autre ancienne banque privée allemande acquise en 2004 puis absorbée en 2022 par ABN Amro, et ABN Amro pour les services bancaires aux entreprises.

L'Allemagne comptait 1 327 banques fin 2025 contre 1 368 fin 2024. Selon la [Bundesbank](#), 232 banques appartenaient au secteur privé, 348 à celui des caisses d'épargne, 647 à celui des banques mutualistes et 100 à d'autres catégories bancaires. Le nombre d'agences bancaires, tous secteurs confondus, s'élevait à 16 799 fin 2025 (contre 17 870 fin 2024).

Résultats d'Allianz en hausse. Le bénéfice d'exploitation de [l'assureur allemand](#) a augmenté de 8,4 % en 2025 pour atteindre 17,4 Md€, grâce à une évolution positive de l'ensemble de ses secteurs d'activité. Allianz a réalisé un chiffre d'affaires total de 186,9 Md€, en hausse de 8,1 % par rapport à 2024 et le dividende versé est passé de 15,40 à 17,10 €/action. Afin d'améliorer sa productivité et ses services aux clients, Allianz a investi en 2025 6,5 Md€ dans la numérisation et l'informatique (IA).

Actualité macroéconomique

Brèves

Chiffres du marché du travail. Selon l'[Agence fédérale du travail](#), le chômage a diminué en mai (-0,4 % sur un mois en données corrigées des variations saisonnières) après la hausse sensible observée en avril (+0,6 %). Si le nombre de personnes en emploi est stable en avril (dernier mois disponible), il accuse un recul de 193 000 personnes en glissement annuel (contre 182 000 en mars). Sur le champ de l'emploi salarié soumis à cotisations sociales, le recul de l'emploi dans l'industrie manufacturière (-176 000 en glissement annuel en mars, dernier mois disponible à ce niveau de granularité) n'est qu'en partie compensé par la progression de l'emploi dans les services (+152 000 dans les services publics et le secteur social et de la santé). Les perspectives d'emploi restent également dégradées, même si le baromètre de l'emploi de [l'ifo](#), tiré à la hausse par le secteur des services, s'est ressaisi en mai à 93,9 points (après 91,3 points en avril, plus bas niveau observé depuis mai 2020).

La commission pour la réforme des retraites a remis ses propositions au gouvernement fédéral le 23 juin. Composée d'experts et de parlementaires de la CDU/CSU et du SPD, la commission avait pour objet de proposer une réforme globale du système allemand des retraites, afin de garantir la pérennité de son financement ainsi qu'une couverture adéquate du risque vieillesse. La commission [propose](#) notamment l'indexation partielle de l'âge légal de départ à la retraite sur l'espérance de vie, la restriction du dispositif de départ anticipé sans décote aux seules personnes inaptes, la suppression des exonérations fiscales et sociales applicables aux *Minijobs* (sauf pour les écoliers), l'intégration des indépendants dans le régime général ainsi que la réactivation du « facteur de soutenabilité » freinant la revalorisation des pensions pour tenir compte du vieillissement démographique. La commission recommande également la mise en place d'une part de capitalisation, financée par un taux de cotisation supplémentaire de 0,5 % du salaire brut dès 2028 porté à 2 % à horizon 2031, dont le produit serait

affecté à un fonds de pension public ou des fonds privés agréés. Le gouvernement fédéral devrait s'appuyer sur ses recommandations pour présenter un projet de réforme d'ici septembre, en vue d'une adoption au Parlement avant la fin de l'année.

Point de conjoncture

Prévisions économiques et budgétaires annuelles

Source	Date de publication	2025	2026	2027	2028
Croissance (%) (non-cjo)					
Bundesbank juin 2026	12/06/2026	0,2	0,7	0,9	1,2
OCDE juin 2026	03/06/2026	0,2	0,9	1,2	-
Conseil des Sages mai 2026	27/05/2026	0,2	0,5	0,8	-
Commission européenne mai 2026	21/05/2026	0,2	0,6	0,9	-
Inflation (%) (IPCH)					
Bundesbank juin 2026	12/06/2026	2,3	2,9	2,7	1,9
OCDE juin 2026	03/06/2026	2,3	2,7	2,8	-
Conseil des Sages mai 2026	27/05/2026	2,3	3,1	2,8	-
Commission européenne mai 2026	21/05/2026	2,3	2,9	2,7	-
Solde public (% du PIB)					
Bundesbank juin 2026	12/06/2026	-2,8	-4,4	-4,8	-4,9
OCDE juin 2026	03/06/2026	-2,7	-3,5	-4,0	-
Conseil des Sages mai 2026	27/05/2026	-2,7	-3,7	-4,3	-
Commission européenne mai 2026	21/05/2026	-2,7	-3,7	-4,1	-
Dettes publiques (% du PIB)					
Bundesbank juin 2026	12/06/2026	63,5	-	-	69,6
OCDE juin 2026	03/06/2026	63,4	65,5	67,9	-
Conseil des Sages mai 2026	27/05/2026	63,5	65,4	67,5	-
Commission européenne mai 2026	21/05/2026	63,5	65,8	68,0	-

Indicateurs conjoncturels mensuels

Indicateur	Source	2026-02	2026-03	2026-04	2026-05
Activité					
Ventes au détail (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	-0,4	-0,1	0,0	-
Production industrielle (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	-0,2	-0,1	0,4	-
Prix à la consommation					
Inflation (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	1,9	2,7	2,9	2,6
Inflation sous-jacente (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,5	2,5	2,3	2,5
Commerce extérieur					
Exportations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	3,6	0,3	0,9	-
Importations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	4,8	4,5	1,2	-
Marché du travail					
Personnes au chômage (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	80	56	77	31
Personnes en emploi (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	-159	-182	-193	-
Climat des affaires					
Baromètre du climat des affaires (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	89	86	85	85
Baromètre de l'emploi (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	93	93	91	94

déf. nat. : définition nationale

g.a. : glissement annuel

cvs : corrigé des variations saisonnières

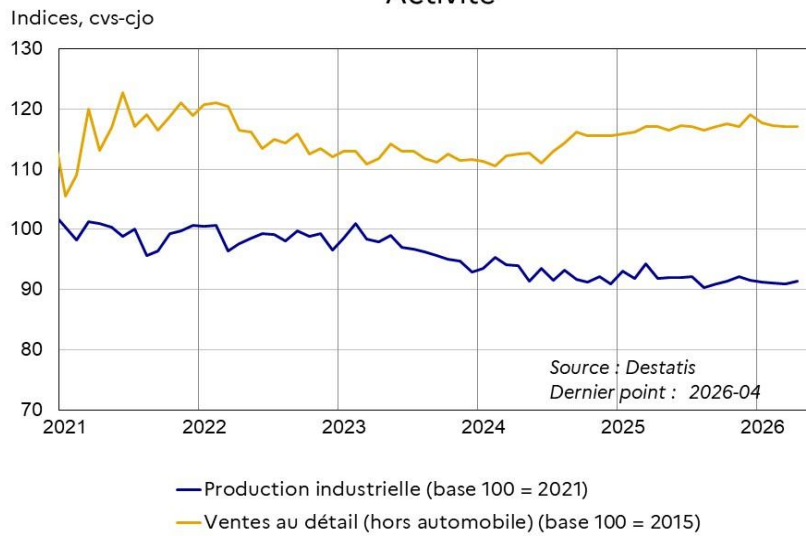
cjo : corrigé des jours ouvrés

Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie

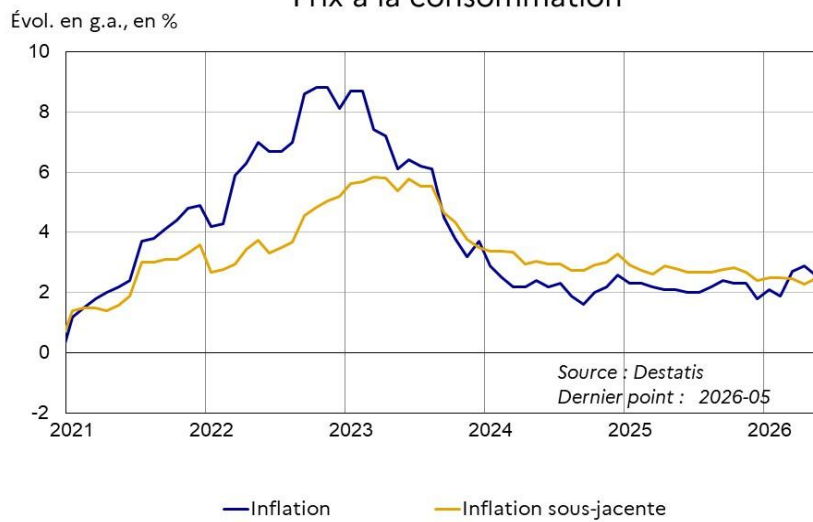
BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit)

Graphiques clés

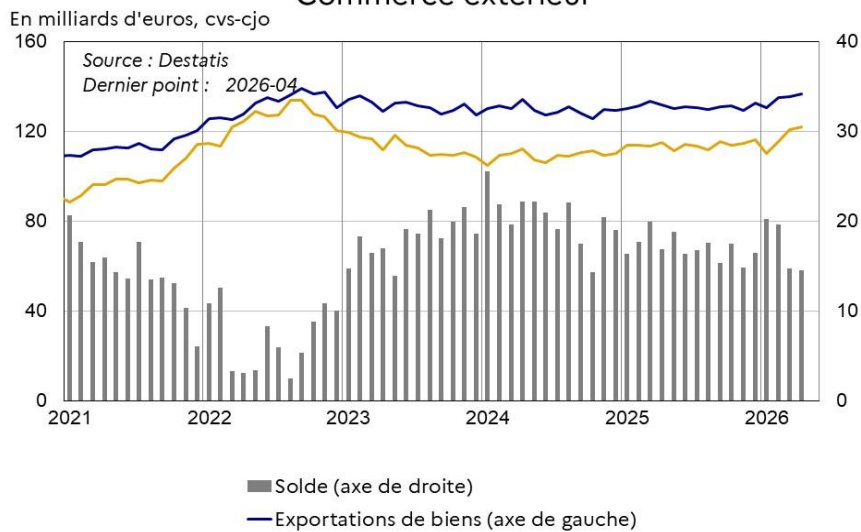
Activité



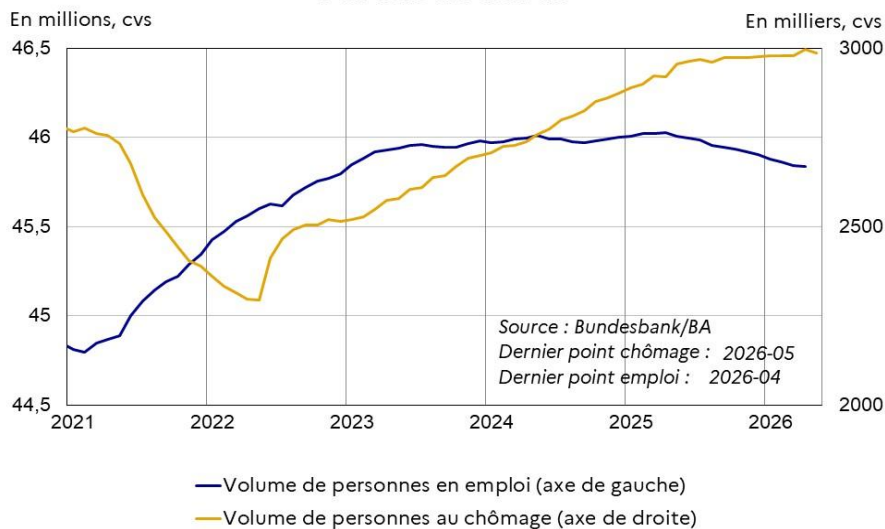
Prix à la consommation



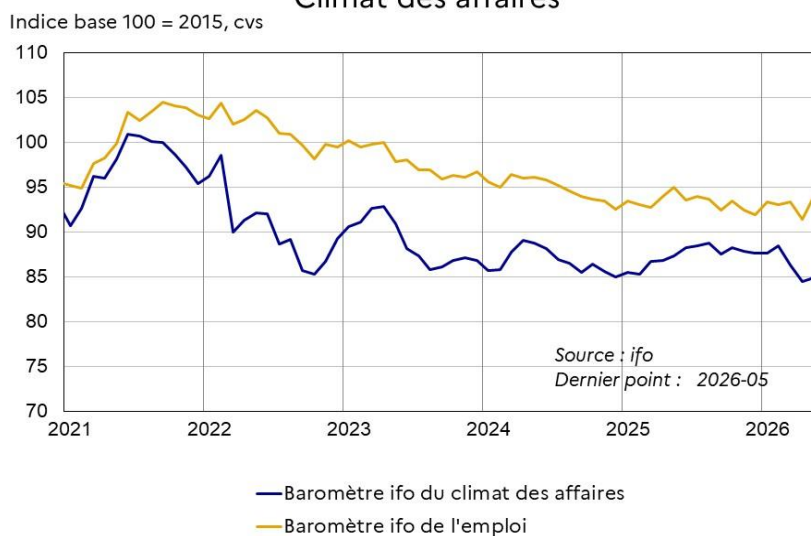
Commerce extérieur



Marché du travail



Climat des affaires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin

Jérôme Brouillet, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Thomas Goujat-Gouttequillet, Lucie Petit, Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr